

I'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Nouvelle mesure scélérate contre les travailleurs immigrés

NON A LA DETENTION ARBITRAIRE !

La révélation en avril 1975 de l'existence de la prison d'Aranc à Marseille et celle plus récente, du dépôt de la préfecture de police de Paris, avaient suscité à l'époque une grande émotion.

Des travailleurs immigrés étaient détenus dans ces prisons tout à fait illégalement et arbitrairement avant d'être expulsés. Depuis lors, les expulsions de travailleurs immigrés n'ont fait qu'augmenter. C'est d'ailleurs ce



Les travailleurs immigrés ont déjà montré leur capacité de riposte (ici manifestation contre les mesures Stoleru).

MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

AU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Chers camarades,

A l'occasion du dixième anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, nous vous présentons, au nom de tous les membres du Parti communiste chinois et, par votre intermédiaire, à tous les membres de votre Parti, nos chaleureuses et fraternelles félicitations.

Durant ces dix dernières années le Parti communiste marxiste-léniniste de France, ne ménageant aucun effort pour lier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution en France, héritant de la tradition de la Commune de Paris et portant haut le drapeau de la révolution, a mené une lutte infatigable contre le capital monopolisateur du pays, contre les deux superpuissances — l'Union soviétique et les États-Unis, en particulier contre le social-impérialisme soviétique, et pour l'instauration du socialisme en France.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a remporté des succès réjouissants dans la critique du révisionnisme, dans le renforcement de l'édification du Parti et dans ses liens avec les masses.

A l'heure actuelle, la situation internationale continue d'évoluer dans un sens favorable aux peuples du monde. Nous sommes convaincus que dans le cadre de cette excellente situation, le Parti communiste marxiste-léniniste de France remportera des victoires encore plus grandes dans ses luttes ultérieures.

Basées sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, l'amitié et l'union entre nos deux Partis se renforceront et se développeront encore davantage.

Vive le marxisme-léninisme toujours victorieux !

Le Comité Central du
Parti communiste chinois.

Le 29 décembre 1977 à Pékin.

que vient de révéler le préfet de police de Marseille d'après qui 690 de ces travailleurs ont été refoulés à leur entrée en France tandis que 1 260 autres étaient expulsés. Ces expulsions et refoulements sont l'application des mesures Stoleru.

Précisément, ces mesures racistes, c'est à dire l'expulsion en grand nombre de travailleurs immigrés exigent de la police et du gouvernement des moyens juridiques et techniques mieux adaptés à la nouvelle politique gouvernementale à l'égard des immigrés. En particulier, la prison d'Aranc et le dépôt de la préfecture de police de Paris ne suffisent plus, et d'autre part, le gouvernement veut donner à la

police des moyens juridiques lui permettant désormais de pratiquer la détention arbitraire en grand et de façon « légale ».

C'est ce que les ministères de l'Intérieur et de la Justice viennent donc de faire en signant une « instruction », autrement dit une circulaire, concernant la situation des étrangers expulsés en instance de départ de France.

Cette « instruction » déclare tout d'abord : « Dès l'entrée en vigueur de la présente instruction, ni le centre d'Aranc, ni le dépôt de la préfecture de police ne devront plus être longtemps utilisés comme centre d'hébergement d'étrangers en instance de départ ».

(Suite page 2)

VOTE DES RESIDENTS A L'ETRANGER

C'est tout le système qui est pourri

La polémique violente entreprise par le Parti socialiste à propos de fraudes dans le vote des Français résidant à l'étranger aura au moins le mérite de montrer aux ouvriers ce qui se cache derrière les paroles des politiciens et des gouvernants bourgeois qui n'ont que le mot démocratie et égalité à la bouche.

Les 600 000 électeurs résidant à l'étranger font, en effet, l'objet d'une manipulation frauduleuse au regard de la loi bourgeoise, bien qu'au fond cette manipulation des votes soit tout ce qu'il y a de plus conforme avec les méthodes habituel-

les de la bourgeoisie. Mitterrand, Deferre et d'autres notables du Parti socialiste y vont de leur dénonciation violente car cette manipulation risque de les priver, si elle réussissait, de plusieurs sièges de députés, tandis qu'elle permettrait à d'autres partis de la bourgeoisie d'en gagner autant qu'eux en perdraient.

Bien qu'il en profite pour se montrer un parfait défenseur de la démocratie, au fond ce que met en cause Mitterrand n'est pas tant la manœuvre frauduleuse que le fait qu'elle risque de lui faire perdre quelques plumes. Ce n'est pas la cause

des travailleurs qu'il défend dans cette affaire, mais la sienne.

Le suffrage universel, ainsi que l'écrivait Marx, permet au peuple d'élire ses exploités. Il est soumis, dans le système capitaliste, à de telles limitations, à de tels truquages, que seule la bourgeoisie peut en tirer profit. Les truquages, manipulations et autres fraudes existent couramment comme l'exemple du vote des résidents à l'étranger le montre, comme le montre aussi, par exemple, le découpage des circonscriptions. Mais la disproportion des

moyens dont disposent la classe ouvrière et la bourgeoisie du point de vue financier, des moyens d'information reflète encore plus crument la domination politique de la bourgeoisie et le fait que la classe ouvrière ne pourra pas conquérir le pouvoir par des élections.

Tout au plus, doit-elle les utiliser pour mieux faire entendre ses véritables intérêts.

C'est d'ailleurs là tout le sens de la participation des candidats marxistes-léninistes aux prochaines législatives.

VIVE LE 10^e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE- LENINISTE DE FRANCE !

Pour accomplir sa tâche historique, la révolution prolétarienne, partie intégrante de la révolution mondiale, le prolétariat de France désarmé temporairement par les dirigeants révisionnistes du PCF, s'est redonné, voici dix ans, le 30 décembre 1967, son indispensable état-major de combat, le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Tout un processus a marqué la période antérieure au sein du mouvement communiste international. L'usurpation de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique et du pouvoir de l'État socialiste en Union soviétique, ayant comme chef de file Krouchtchev, fit apparaître d'importantes divergences entre les partis communistes lors de la tenue du XXe congrès du PCUS en 1956.

En France, des membres du Parti communiste français, s'étaient déjà posés des questions sur la participation de communistes à la tête de l'État capitaliste, sur la ligne opportuniste pratiquée par Maurice Thorez, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. N'est-ce pas Maurice Thorez, alors ministre d'État d'un gouvernement présidé par le général De Gaulle qui harangua les mineurs « à produire et encore produire, faire du charbon — disait-il — c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français ».

La ligne thorezienne ne fut-elle pas de servir objectivement la vieille machine d'État capitaliste ? Cette ligne opportuniste connut son sacre, lors du XXIIe Congrès du PCUS, tenu en octobre 1961.

Abandonnant la voie révolutionnaire basée sur les principes du marxisme-léninisme, la voie pacifique krouchtchevienne devenait la ligne directrice dans le programme du PCUS pour les partis communistes marchant à la baguette révisionniste : « La classe ouvrière et son avant-garde, les partis marxistes-léninistes, cherchent à faire la révolution socialiste par la voie pacifique. Cela répondrait aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple tout entier, aux intérêts nationaux du pays. Dans les conditions actuelles, dans certains pays capitalistes, la classe ouvrière, sous la direction de son avant-garde, a la possibilité sur la base d'un front populaire et ouvrier ou d'autres formes éventuelles d'accord et de collaboration politiques de divers partis et organisations sociales, d'unir la majorité du peuple, de conquérir le pouvoir d'État sans guerre civile et de faire passer les principaux moyens de production dans les mains du peuple. »

Ces illusions sur le passage au socialisme par la voie pacifique, la négation de la révolution violente, désarment idéologiquement la classe ouvrière, les petits-paysans, les masses populaires. De plus, il ne saurait être question d'une simple prise de possession du pouvoir d'État, mais en réalité c'est le contraire qui est vrai, l'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la « machine d'État toute faite ».

La ligne de coexistence pacifique krouchtchevienne s'inscrivait en toutes lettres dans la ligne générale du PCUS. (Suite à la page 3)



(Suite de la page une)

Nouvelles mesures scélérates contre les travailleurs immigrés

La légalisation des détentions arbitraires

Ainsi donc, les ministères en question reconnaissent le phénomène des détentions dans ces prisons clandestines et leur caractère illégal. Cette première partie de l'«instruction» tend à faire croire que les deux prisons clandestines vont disparaître ? Cela est pur mensonge. Le préfet de police de Marseille vient d'annoncer qu'Arénc continuera à fonctionner. Les travailleurs immigrés refoulés à leur arrivée et ceux ayant réussi à entrer clandestinement en France et ensuite pris par la police, seront toujours détenus à Arénc.

La partie essentielle de l'«instruction ministérielle» peut se résumer à ce passage : «Le délai de maintien de l'expulsé dans un établissement pénitentiaire est impérativement limité à sept jours.» Ainsi, donc sous couvert de limiter le délai de détention des travailleurs immigrés, cette circulaire légalise la détention. Celle-ci est reconnue comme une activité normale de la police, et pourra se faire dans n'importe quelle prison. Il n'est donc plus besoin de prisons clandestines. La police a le droit d'emprisonner pour une durée de sept jours des travailleurs immigrés qui n'auront fait l'objet d'aucune condamnation et ne se seront rendus coupables d'aucune infraction et qui n'auront fait l'objet que d'un arrêté d'expulsion.

Or, la police n'a aucun droit légal de procéder à une arrestation en attendant l'expulsion d'un travailleur immigré qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Ce dernier peut à la limite, être assigné à résidence mais non être détenu, sauf dans les cas où il y a tentative de se soustraire à l'arrêté d'expulsion ou alors vagabondage. Donc, la circulaire ministérielle est illégale.

Les ministres dans cette circulaire, essayent enfin de faire croire hypocritement que toutes les mesures légales seront soigneusement respectées et donc aussi le droit des personnes. Elle va même jusqu'à brandir la menace à l'égard des directeurs de prisons qui ne contrôlèrent pas le respect des mesures légales. Tout ceci est pure hypocrisie.

Ainsi donc, cette «instruction» est une nouvelle mesure scélérates et racistes contre nos frères immigrés.

Or, la police n'a aucun droit légal de procéder à une arrestation en attendant l'expulsion d'un travailleur immigré qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Ce dernier peut à la limite, être assigné à résidence mais non être détenu, sauf dans les cas où il y a tentative de se soustraire à l'arrêté d'expulsion ou alors vagabondage. Donc, la circulaire ministérielle est illégale.

● Creil

Un travailleur arabe meurt après que l'hôpital refuse de le soigner

Mohamed Boubaya avait 24 ans. Il travaillait comme peintre chez Chausson à Creil. Le 20 décembre dernier, vers 21 h 30, il se mit à vomir. Transféré à l'infirmerie de l'usine, son état était jugé suffisamment grave pour qu'il soit transporté à l'hôpital de Creil, où il arrive vers 22 h 30.

Une heure après la direction de l'hôpital téléphonait à la police de venir «chercher un individu en état d'ivresse» qu'elle refusait de prendre en charge. Les policiers emmenaient alors Mohamed au commissariat et l'enfermaient dans la chambre de sûreté. Vers une heure du matin, alors que son état s'aggravait visiblement, la police reconduisait Mohamed à l'hôpital de Creil. Le malade ne tarde pas à tomber dans le coma. Il est alors conduit à l'hôpital Lariboisière où il mourra peu de temps après son admission.

La famille de Mohamed Boubaya a porté plainte pour non-assistance à personne en danger et homicide involontaire. Elle met en cause le refus des soins urgents à l'égard du malade et indique que des traces d'ecchymoses ont été relevées sur le visage de Mohamed, traces dont il fallait trouver l'origine.

Il n'est pas exclu, loin de là, que le travailleur ait été tabassé au commissariat.

Six films chinois à Paris

Six films chinois inédits seront présentés à Paris à partir du 25 janvier. Ces films étaient jusqu'en février 1977 interdits d'affiche en Chine, sans doute sous l'influence de la bande des Quatre.

Ces films sont : L'Orient rouge, le détache-

ment féminin rouge, le torrent de la révolution, les pionniers, la bataille navale de 1894, les fleurs rouges de Tien Chan. Les deux premiers de ces films ont déjà fait l'objet de versions différentes de celles présentées prochainement en France.

LISEZ, OFFREZ

«La Chine telle que l'ont vue dix syndicalistes» réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF-GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F).

En vente aux librairies : «Les Herbes sauvages» : 70, rue de Belleville, Paris 20e et «La Force du livre» 33e rue René Leynaud - 69001 Lyon. Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.



le monde en marche

A l'occasion du Xe anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France

MESSAGES DE FELICITATION DES PARTIS FRERES

Nous commençons ici la publication des messages des partis communistes marxistes-léninistes du monde entier, dont le message du Parti communiste chinois, qui se trouve en page une, adressés au Parti communiste marxiste-léniniste de France à l'occasion de son dixième anniversaire.

Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique

Bruxelles, le 22 décembre 1977

AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE.

Chers camarades,

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique ont entre eux de solides liens fraternels, marqués par l'amitié et par une grande communauté de vue.

A la fin de cette année, ce sera le dixième anniversaire du Congrès de Puyricard qui a donné naissance à votre Parti. Nous tenons à vous féliciter chaleureusement à cette occasion et à vous souhaiter de grandes victoires dans votre combat pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat en France, pour l'indépendance nationale et contre l'hégémonie des deux superpuissances, en premier lieu contre le social-impérialisme soviétique, principal foyer de guerre dans le monde.

L'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France, en juin 1968, par la bourgeoisie française à l'invitation du PCF n'a rien pu contre la marche en avant du marxisme-léninisme. A travers les difficultés et les écueils, la ligne s'affirme et se précise, le Parti progresse.

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung !

Recevez nos fraternelles salutations.

Fernand LEFEBVRE
Premier secrétaire du Comité Central.

Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas

Haarlem, décembre 1977

AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE.

Chers camarades,

Au nom du Comité Central du Parti Marxiste-léniniste des Pays-Bas, je vous félicite à l'occasion du 10e anniversaire de votre Parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Votre Parti est obligé de travailler en clandestinité parce que les «démocrates» au pouvoir en France savent bien que votre Parti est le vrai représentant des masses révolutionnaires en France et cette répression officielle montre clairement ce que la démocratie occidentale veut dire en vérité !

Notre Parti est fier d'avoir de bonnes relations avec le Parti Français et nous voulons souligner l'importance de l'unité d'opinion de nos deux Partis sur les questions les plus importantes d'aujourd'hui : la théorie des trois mondes développée par le camarade Mao Tsé-toung et la lutte contre les deux superpuissances en Europe en considérant le social-impérialisme de l'URSS comme le plus dangereux.

Nous nous déclarons totalement solidaires de votre lutte en France contre l'oppression et pour l'indépendance française avec comme base l'internationalisme prolétarien.

Gloire au Parti communiste marxiste-léniniste de France et à son Comité Central !

Gloire au marxisme-léninisme et à la pensée maotsetoung !

Le secrétaire
C. Petersen.

● Porto Rico

Mardi de la semaine dernière, 6 000 ouvriers employés à la société publique qui alimente l'île en courant électrique se sont mis en grève pour obtenir des augmentations de salaires.

● Namibie

Les opérations militaires se sont accrues dans le nord du pays ces dernières semaines. Les troupes d'occupation sud-africaines ont subi de lourdes pertes.

● Grande Bretagne

Le Comité exécutif du syndicat des pompiers a rejeté jeudi soir l'idée de la réunion d'une convention nationale du mouvement dont l'objet aurait été de mettre fin à la grève.

Cette proposition n'a recueilli qu'une voix sur les 16 membres de la commission montrant la détermination des travailleurs malgré toute la répression dont ils sont victimes.

Pourtant, leur grève, que les dirigeants des trade-unions refusent de soutenir et d'aider financièrement, a déjà duré sept semaines. Les pompiers revendiquent une augmentation de salaire de 30 % et ne veulent pas, malgré

toutes les pressions, céder face au gouvernement.

Mais si les syndicats refusent de les soutenir financièrement, les grévistes peuvent poursuivre leur lutte, fort d'un soutien considérable auprès de la population. Des collectes faites un peu partout recueillent des sommes énormes. Les pétitions en faveur de leur lutte recueillent des milliers de signatures.

● Bolivie

Les femmes de plusieurs mineurs emprisonnés en Bolivie, avec leurs treize enfants, ont commencé jeudi dernier une grève de la faim en faveur de l'amnistie de tous les prisonniers et le retrait des troupes des districts miniers. Les districts miniers d'Etat sont «zone militaire» depuis 18 mois.

● Afrique du Sud

Un manifestant noir a été tué jeudi par balles par des policiers antiémeutes mercredi matin dans la cité africaine de New-Brighton, près de Port-Elisabeth.

M. Mthuthuzeli Heshy, âgé de 28 ans a été blessé lorsque des policiers gardant une école de Brighton ont ouvert le feu sur les manifestants venus protes-

ter contre la politique d'apartheid du gouvernement raciste. Ceci porte à trois le nombre de morts depuis le début de la semaine dernière où eurent lieu de nombreuses manifestations antiapartheid.

● Allemagne de l'Est

Un manifeste condamnant la domination soviétique a été écrit par l'Union des Communistes démocratiques d'Allemagne. Ce manifeste exige qu'il soit mis fin à la domination soviétique dans les pays de l'Est et affirme : «Nous insistons sur le droit à notre propre voie allemande vers le socialisme droit qui nous a toujours été reconnu verbalement par Moscou, mais nié au plan politique». On peut lire plus loin : «Nous partageons l'opinion des camarades chinois concernant les tendances néofascistes des dirigeants soviétiques». Le manifeste réclame le «retrait de toutes les forces étrangères du sol allemand».

● Cambodge

Des incidents frontaliers extrêmement regrettables ont eu lieu récemment entre le Kampuchéa démocratique (Cambodge) et la Républi-

que socialiste du Vietnam. A la suite de ces événements, l'ambassadeur du Kampuchéa en Chine a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé la position de son gouvernement sur le conflit armé à la frontière kméro-vietnamienne.

Au cours de cette conférence de presse, Pich Cheang a lancé un avertissement aux «conseillers, experts ou officiers étrangers qui prennent part aux attaques».

En effet, comme chacun le sait, des experts, soviétiques notamment, jouent un rôle néfaste au Vietnam. Le social-impérialisme soviétique qui vise l'hégémonie mondiale cherche à diviser les pays du sud-est asiatique.

Utilisant des problèmes frontaliers bien naturels, résultats de l'époque coloniale, il vise à affaiblir les peuples d'Indochine pour mieux les contrôler. De plus, l'URSS de Brejnev voue une haine toute particulière au Parti communiste du Cambodge et au peuple du Kampuchéa démocratique qui ont très tôt dénoncé la duplicité soviétique. Pendant longtemps, l'URSS a soutenu le traître Lon Nol.

Aujourd'hui, il est urgent que le Vietnam et le Cambodge parviennent à un règlement pacifique de leurs différends et s'unissent dans la lutte commune contre l'hégémonie des superpuissances. C'est là la seule voie conforme à l'intérêt des peuples vietnamien et cambodgien.



VIVE LE 10^e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE !

Suite de la page une

Dans un discours prononcé à la 15^e session des Nations Unies, le 23 septembre 1960, Krouchtchev ne devait-il pas déclarer : « Ce serait, à notre époque, une très grande folie si les deux grandes puissances ne pouvaient s'entendre ».

Cette voie anti-léniniste, contre-révolutionnaire fut

Souscription

PLUS QUE 5 MILLIONS !

Ces huit derniers jours nous est parvenu un courrier très abondant concernant la souscription. Dans le même temps également de nombreux versements nous sont parvenus : ce qui fait que le 31 décembre au matin, alors que tout n'avait pu encore être enregistré, le total se montait à 54 millions. C'est là un succès indéniable (le 17 décembre, il manquait encore près de 22 millions).

Néanmoins, le démarrage avait été très lent et tout le retard accumulé n'a pu être rattrapé. C'est pourquoi nous prolongeons la campagne de mobilisation générale pour que les 60 millions soient effectivement atteints dans les jours qui viennent. Nous engagerons aussitôt après la campagne de souscription pour servir la bataille politique de 1978, bataille qui nécessite l'acquisition rapide d'une base matérielle importante permettant de réaliser le matériel de propagande nécessaire et couvrir les frais qu'engage la participation au scrutin électoral quand on présente des candidats.

Un lecteur de Saint-Jorioz, en Haute-Savoie, nous fait part de ce que « représente réellement la somme recueillie jusqu'à présent :

« Verser 100 F ou 200 F quand on est chômeur depuis près d'un an, quand on n'a reçu quasiment aucun salaire après avoir travaillé 28 mois (ce qui est mon cas, étant élève-infirmier) représente un effort assez important.

« Mais 60 millions recueillis avec des sommes comme cela valent dix, cent, mille fois plus qu'une somme plus importante mais recueillie parmi des bourgeois. C'est un argent qui a une odeur, qui représente l'espoir du peuple de voir des changements de société profonds et radicaux ».

Des camarades de Guingamp (Côtes-du-Nord) nous font part de leur première expérience sur la tenue d'un stand sur le marché (avec journaux, calendriers et posters), pour la souscription. Ils concluent leur lettre en disant :

« C'est une expérience intéressante, même si elle nous a peu rapporté, mais l'essentiel réside dans le fait que nous sommes apparus publiquement, c'est là aussi la condition élémentaire pour que les travailleurs nous aident financièrement ».

combattue en France par quelques camarades communistes militants du PCF, dont nos camarades François Marty, Jacques Jurquet.

Cette lutte fut menée dans les organismes réguliers du PCF jusqu'au moment où ils en furent exclus. Ce combat, mené de façon isolée, ne l'était pas en vérité, d'autres communistes, d'autres Partis communistes menaient la lutte contre le révisionnisme moderne.

Au sein-même du Comité de rédaction de France-nouvelle, hebdomadaire du PCF, une lutte acharnée s'y déroula pour la publication en juillet 1963 de la « Lettre en 25 points » du 14 juin 1963, adressée par le Comité Central du Parti communiste chinois en réponse à la lettre du 30 mars 1963 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

Cet apport remarquable ne pouvait que renforcer la détermination de lutte des camarades qui menaient déjà un dur combat de classe contre le révisionnisme moderne. Cela ne pouvait que renforcer leur conviction en la juste ligne révolutionnaire prolétarienne appliquée aux réalités concrètes de leur pays par Lénine, Staline, Mao Tsé-toung sur la base des justes principes du marxisme.

Ripostant au scissionnisme des dirigeants du PCF, les communistes sincères s'organisèrent au sein de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes, première base de lutte contre le capitalisme exploiteur, contre l'impérialisme, contre le révisionnisme moderne ayant pour centre Moscou, pour l'application en France d'une juste ligne prolétarienne. L'Humanité nouvelle, organe mensuel de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes, parut en février 1965, ayant comme rédacteur en chef Régis Bergeron. Cette presse marxiste-léniniste fut un contre-poison efficace face aux calomnies, aux mensonges déversés par la presse révisionniste.

Les 25 et 26 juin 1966, se tint le Congrès de Lancry qui donnait naissance au Mouvement communiste Français (marxiste-léniniste) qui adoptait un manifeste en 10 points. Le point 10 du manifeste déclarait : « Il n'existe plus, à l'heure actuelle, de véritable Parti communiste en France, mais seulement une organisation mystifiant encore les masses grâce à ce glorieux titre, une organisation en proie à la dégénérescence idéologique, aux contradictions, aux disputes de personnes, s'appuyant sur un appareil bureaucratique, pratiquant l'empirisme et le suivisme à l'égard du centre mondial du révisionnisme contemporain qui siège à Moscou.

(...) « Il ne possède plus l'idéologie, la fermeté nécessaire, les cadres d'acier, le haut niveau de préparation, la doubleur indispensable pour affronter l'illégalité, la répression, voire la lutte armée. Ses militants ne sont pas en mesure de continuer la lutte sous d'autres formes si la situation l'exige.

« — Il faut donc à la classe ouvrière française, un parti révolutionnaire.

« — Il faut un Parti communiste fondé sur les théories révolutionnaires du marxisme-léninisme et ayant un style révolutionnaire marxiste-léniniste.

« — Il faut un Parti communiste sachant associer la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution du pays.

« — Il faut un Parti communiste sachant lier étroitement sa direction avec les larges masses populaires.

« — Il faut un Parti communiste qui s'en tienne à la vérité, qui soit à même de corriger ses erreurs et de procéder à la critique ou à l'autocritique ».

Une lutte de ligne s'engagea entre ceux qui étaient pour la poursuite de la « lutte interne » dans les rangs du PCF et la très grande majorité de ceux qui avaient décidé la rupture organisationnelle d'avec le Parti révisionniste, au Congrès de Lancry. L'influence relative d'une « lutte interne de masse » préconisée par l'organisation étudiante l'UJC (ml) ne pu retarder la création du Parti marxiste-léniniste.

Le Premier Congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France se tint les 30 et 31 décembre 1967 à Puycricard dans les Bouches-du-Rhône, malgré un important quadrillage des forces de police, l'arme au poing ; cette provocation de l'État bourgeois reçut le renfort de nervis du PCF qui blessèrent par balles un camarade et enlevèrent le fils du camarade Jacques Jurquet.

Le rapport politique fut présenté par le secrétaire politique du MCF (ml), le camarade Jacques Jurquet aujourd'hui directeur politique de l'Humanité rouge. Le rapport politique fut adopté à l'unanimité.

Cette grande victoire de la ligne prolétarienne, cette victoire de la classe ouvrière pour se redonner son état-major de combat fit écumer de rage le renégat Georges Marchais dans un article intitulé « La débacle des pro-chinois en France », publié dans l'Humanité blanche du 5 janvier 1968. Ce renégat du marxisme-léninisme déclarait : « La bourgeoisie française a soutenu activement les pro-chinois en France ». Mais la vérité ne pouvait qu'éclater au grand jour, car la bourgeoisie si elle s'accorde du Parti révisionniste, devait par contre interdire le 12 juin 1968 le Parti communiste marxiste-léniniste de France, qui a continué son action dans l'illégalité.

Le PCMLF a connu des difficultés, puis il a tenu son Deuxième Congrès en mars 1975, il a commis des erreurs, il a mené une campagne de rectification, tout en conservant les acquis importants du Deuxième Congrès. Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France a pratiqué l'autocritique de ses erreurs et la synthèse de celle-ci sera rendue publique après son troisième Congrès.

La campagne de rectification menée dans tout le Parti fait qu'actuellement, sa liaison, son influence avec la classe ouvrière, les petits paysans, les masses populaires connaît une audience plus grande.

C'est au travers de son juste mot d'ordre classe contre classe — classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste — qu'il démasque, dans la pratique de la lutte de classes, les agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers, pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne.

Une de ses tâches importantes est d'expliquer sans cesse à la classe ouvrière, aux masses populaires de France la nature exploiteuse et agressive des deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS. Ces deux superpuissances rivalisent pour l'hégémonie mondiale dont le point-clé est l'Europe. Le social-impérialisme soviétique se livre à l'agression et à l'expansion, notamment en Afrique.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France utilise la période de paix relative pour éduquer la classe ouvrière, les masses populaires, sur les préparatifs de guerre des deux superpuissances en caractérisant la plus dangereuse, le social-impérialisme soviétique.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce également son propre impérialisme lorsque celui-ci agresse le peuple sahraoui et soutient les peuples du monde qui s'opposent aux deux superpuissances suivant les riches enseignements de l'importante contribution au marxisme-léninisme, la théorie des trois mondes du président Mao Tsé-toung.

Les tactiques du Parti communiste marxiste-léniniste de France ne sont pas figées, il ne perd pas de vue qu'il doit adapter ses tactiques à la situation concrète du pays pour servir sa stratégie.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France apporte dès maintenant son soutien, dans la bataille politique de 1978, aux candidats marxistes-léninistes qui dénoncent et combattent sans ambiguïté, sur des positions de classe, la bourgeoisie de droite et la bourgeoisie de gauche, qui appellent à la vigilance les travailleurs manuels et intellectuels contre les dangers de guerre des deux superpuissances dont la plus agressive aujourd'hui est le social-impérialisme soviétique.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France poursuit avec patience, son édification dans les usines, les chantiers, les campagnes, sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires.

Vive l'état-major de combat du prolétariat !
Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France
le 30 décembre 1977.

• Orléans

Meeting contre le racisme et les mesures Stoléru

Le 20 décembre, à Orléans, s'est tenu avec succès un meeting contre le racisme et les mesures Stoléru.

90 personnes ont répondu à l'appel des organisations suivantes : l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores), l'UNECA (Union nationale des étudiants de Centre-Afrique), l'UNECI (Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire), la JCMLF, l'OCF (ml) et l'Humanité rouge.

Les interventions dénoncèrent avec vigueur les attentats fascistes et la complicité du gouvernement en la matière, pour dénoncer les mesures racistes du sieur Stoléru et les menées impérialistes du gouvernement Giscard vis-à-vis du peuple sahraoui ; mais aussi apporter un soutien total aux luttes de nos frères immigrés.

Le message de soutien au meeting du Comité de parti régional « François

Marty » du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) fut particulièrement applaudi par l'assistance.

La plupart des personnes présentes au meeting ont été satisfaites tout en disant bien qu'il ne fallait pas s'en tenir là et que demain, sur nos lieux de travail, il faudrait continuer ce juste travail antiraciste, anticapitaliste et anti-impérialiste.

Correspondant HR

L'HUMANITE ROUGE
BIMENSUEL No 21
EST PARU





Campagne du gouvernement :

«Aidez les PTT»

Ou le courrier de Mme Saunier-Seité

Chacun sait que la période de Noël est pour les postiers une période où la surcharge de courrier détériore leurs conditions de travail.

Alice Saunier-Seité, secrétaire d'Etat aux Universités et parachutée candidate aux législatives sur la circonscription de Metz II, semble l'ignorer.

Elle a en effet, choisi cette période pour placer des milliers de lettres timbrées à 1 F avec sa camelote électorale. Et en plus, dans certains endroits, elle a mis comme seule adresse... le nom de la commune. C'est trop gentil ! Le département aurait suffi, madame la secrétaire d'Etat.

Le personnel de mon bureau a exprimé sa réaction dans la lettre ci-jointe, adressée à Alice Saunier-Seité elle-même.

Un postier de Metz.

Madame la secrétaire d'Etat,

En ces jours où il est de coutume de présenter ses vœux, le personnel du bureau de poste d'Hagondange, soutenu par ses sections syndicales FO, CGT, CFDT, tient à vous remercier chaleureusement de la délicate attention que vous avez eu à son égard en déposant en grand nombre vos plis de propagande électorale et en choisissant pour le faire une période « si peu chargée » pour les postiers.

Comme les facteurs savent que vous avez de lourdes tâches, c'est avec joie qu'ils travailleront un peu plus longtemps pour acheminer ces lettres aux adresses plus que vagues !

Pour conclure, le personnel vous félicite du souci dont vous faites preuve pour ses conditions de travail et vous en remercie.

Le tout bien sûr, sans arrière-pensée.

Quotidiennement votre.

Les postiers d'Hagondange - 57300 Hagondange.

● Clermont-Ferrand

Dix jours de grève chez Michelin

Déclenchée spontanément, la grève des «Bibs» aura duré dix jours. Révélant une grande combativité, ce mouvement qui a entraîné 20 000 travailleurs à Clermont-Ferrand, s'est heurté à la ligne défaitiste et démobilisatrice, impulsée par les dirigeants syndicaux, tant CGT que CFDT.

Tandis que le mardi, les «Bibs» confirmaient massivement leur volonté de suivre la grève au cours d'un vote à bulletin secret, organisé par les syndicats, le mouvement s'est effrité dans les deux jours qui ont suivi : jeudi 29, la reprise était consommée.

En effet, pour les «Bibs», il était devenu clair que les dirigeants syndicaux

ne voulaient plus de la grève, alors que pour la renforcer, il était nécessaire de la durcir. D'ailleurs, un quart de travailleurs qui ont voté, le mardi, la poursuite de la grève, se prononçaient en faveur de l'occupation. Pourtant, le mardi soir, à l'issue du vote, la CFDT annonçait à une réunion de quelques dizaines d'adhérents qu'elle se prononçait pour la reprise. Le mercredi, eut lieu la délégation à Paris auprès du ministre Beullac, lequel l'a superbement ignorée.

Quand, lundi 19, jour du déclenchement généralisé de la grève, Michelin et le chef de service du personnel sont dans l'usine, en discussion avec les dirigeants syndicaux. Les ouvriers

qui sont prêts à intervenir pour forcer l'exploiteur à céder, sont maintenus dehors. Pourtant, c'est bien ce genre de négociations qui sont les plus payantes : quand des milliers de travailleurs s'adressent directement au patron et lui demandent des comptes.

Pendant 10 jours, deux fois par jour, un meeting rassemblait les «Bibs» devant l'usine des Carnes, à chaque fois, les discours des dirigeants CGT et CFDT et à chaque fois, le même vide en ce qui concerne les perspectives pour renforcer la lutte... et ce n'était pas la combativité ni la détermination des travailleurs qui faisaient défaut. La journée de grève interprofessionnelle lancée pour le lundi 26 dans tout le département du

Puy-de-Dôme fut tellement bâclée (annoncée, de plus, la veille de Noël) qu'elle ne servit pas véritablement le renforcement de la lutte.

Pour autant, les «Bibs» ne sont pas défaits. Leur grande combativité a porté un coup dur à Michelin. Le rejet unanime de l'horaire en semi-continu promet de sérieuses difficultés à celui-ci s'il persiste dans sa volonté de remettre en cause le repos du samedi et du dimanche. «Nos samedis, nos dimanches et les 40 heures», demeurent l'exigence des «Bibs» et Michelin devra en tenir compte. Quant à son autorité paternaliste, elle en ressort considérablement ébranlée, soyons sûrs qu'à Clermont, ça ne sera plus comme avant !

● Laving glaces - Nantes (44)

Victoire des ouvriers

Au début de la semaine dernière, le travail a repris chez Laving-Glaces. La grève s'est terminée par une victoire. Ce n'est pas souvent que nous avons l'occasion de saluer une grève victorieuse. Aussi le faisons-nous vigoureusement.

Bien sûr la victoire des grévistes de Laving-glaces ne fera pas oublier la défaite des «Dubigeon», mais elle est importante à plus d'un titre.

En premier lieu, parce que les grévistes sont restés unis sur leurs revendications : à savoir, refus de licenciements, surtout ; amélioration des conditions de travail et des salaires.

En second lieu, les grévistes ont adopté des méthodes de combat adaptées à la situation de leur entreprise : piquets de grève jour et nuit, chasse aux

balais pour empêcher les jaunes de travailler, assemblées générales, comité de grève et comité de soutien.

Toujours, ils ont gardé la tête dans la lutte. Ils n'ont jamais donné l'occasion à quiconque de parler à leur place. Ils ont su isoler les quelques jaunes et les quelques tenants d'une ligne de collaboration avec le patron.

Le patron a été contraint de reculer : les trois licenciés sont réintégrés. Pour cinq jours de travail, il y aura deux jours de repos. Le patron ne pourra imposer des repos. Les travailleurs seront payés sur la base de 174 heures par mois, ce qui n'était pas le cas avant. Il y aura réorganisation du travail.

Le réveil du 30 décembre est maintenu, ainsi que la fête du mois de

janvier. C'est une victoire dont on reparlera sur Nantes et ailleurs, bien sûr.

● Angers

(municipalité de gauche)

Comment on traite les chômeurs !

Jeudi 22 décembre, le Comité de chômeurs d'Angers était reçu par la mairie d'Angers. C'est Bouet secrétaire fédéral du PCF et adjoint au maire qui était chargé d'accueillir la délégation.

Dès le début, il se conduit en vrai bourgeois face à des travailleurs en lutte : «Nous ne recevons que des délégués». Mais les chômeurs ne se laissent pas intimider et tout le monde rentre dans le bureau où les attendent Rousseau (Premier adjoint PS) et Bouet.

Les chômeurs demandent la suppression des impôts locatifs des loyers, car reporter les paiements ne fait, qu'endetter les chômeurs pour le jour où ils vont retrouver du travail.

«Mais, disent les adjoints, cela ne dépend pas de nous, il faudrait changer de gouvernement».

Un chômeur réplique : «Le gouvernement ou l'Etat. En fait, vous reconnaissez vous-mêmes que vous n'êtes qu'un des rouages de l'Etat capitaliste».

Il y a toutefois une re-

vendication que la mairie peut satisfaire dans le cadre de l'Etat bourgeois : c'est donner une salle de réunion aux chômeurs, pour s'y réunir ou tenir des permanences. Mais les adjoints refusent encore «pour des questions de sécurité, car s'il y a des salles et en nombre, il faut y faire des travaux».

De tels arguments cachent mal le refus de la mairie d'apporter le moindre soutien aux chômeurs, car : - les salles en question ont déjà été prêtées au PC qui y a tenu des réunions publiques.

- les chômeurs dont beaucoup sont des ouvriers du bâtiment sont prêts à remettre en état les salles qui nécessiteraient des travaux.

Finalement, c'est un refus complet que les chômeurs se sont vus opposer à toutes leurs revendications. Les chômeurs sont partis persuadés qu'avec une mairie de «gauche», c'est comme avec une mairie de droite : les revendications, il faut les imposer.

Correspondant HR

● Nord

Quelques chiffres sur la situation économique

Barre, le roi de l'auto-satisfaction, multiplie les déclarations tapageuses sur sa victoire dans la lutte contre l'inflation. S'il y a bien une inflation dont lui et la bourgeoisie qu'il représente sont bien responsables et qui se développe c'est celle des chômeurs et des licenciements. Voici quelques éléments sur la situation dans le Nord.

MARCO-EN-BAROEUL : CIT Alcatel (CGEE) : réduction d'horaire.

GRUPE WILLOT :

Belle Jardinière : 1 244 emplois en 1974 : 700 en 1977 : 360 licenciements prévus.

MFTC : 1 212 en 1968 : 1 100 en 1977.

Carmichael : 604 en 1968 : 308 en 1977.

● PUK-La Madeleine (59)

Le disque de la Lyre des travailleurs dans un juke-box

Non seulement la chorale «La Lyre des travailleurs» se fait connaître en chantant sur les marchés, aux meetings, aux portes des usines, elle se fait connaître aussi par son disque tout récent qui est fortement apprécié.

Il est tellement apprécié qu'un cabaretier, près de Péchney, Uguine-Kullmann-

-Vandendrich : 821 en 1968 : 400 en 1977.

- Bon marché : 2 421 en 1968 : 1 297 en 1977. Menaces de fermetures d'usines du trust à Seclin, La Madeleine, Helemmes, Wambre Chifs, Wattreloos, et Marquette. En tout, il y a déjà eu 2 209 suppressions d'emplois et bien d'autres sont prévues.

Dans le même temps, bénéficiant de 17 milliards de prêts de la part du Crédit national, le groupe Willot a réorienté ses activités vers les entreprises de distribution où de beaux profits sont à faire. Il a racheté ainsi Conforama en 1976.

Voilà des démentis plus que cinglants aux vues prophétiques de Raymond-lascience, le Madame soleil de l'économie capitaliste.

La Madeleine (59), a accepté de le mettre dans son juke-box sous l'étiquette suivante : Le Parti (Humanité rouge) Jeanne-Dors min tiot.

C'est grâce aux multiples contacts que les communistes marxistes léninistes ont, que l'expérience a pu se faire.

Correspondant HR



Des grévistes de Laving-Glaces.